

Jugement commercial n°2019TALCH06/00718

Changement du mode de liquidation

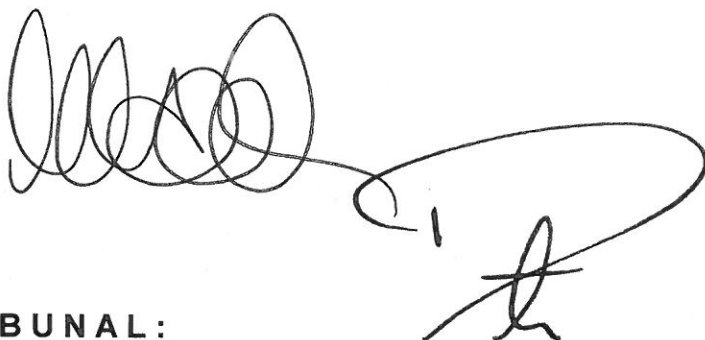
Me C. Schirrer
439

Audience publique du jeudi, vingt-sept juin deux mille dix-neuf.

Liquidation société No L-11205/18

Composition :

Nadine WALCH, vice-présidente;
Laurent LUCAS, juge,
Jackie MORES, juge ;
Elia DUARTE, greffière.



LE TRIBUNAL :

Vu la requête ci-après annexée déposée le 11 juin 2019 par Maître Cédric SCHIRRER en sa qualité de liquidateur de la société d'investissement à capital variable WMP I SICAV (ci-après « WMP I »), tendant à modifier le mode de liquidation de cette société par la fixation d'une date limite pour le dépôt des déclarations de créance.

Revu le jugement du 27 septembre 2018 ayant prononcé la liquidation judiciaire de WMP I.

Le liquidateur expose que WMP I comprend quatre compartiments dont le compartiment « WMP I SICAV – Resource Income Fund » représenté par 34.862,7872 actions.

Il précise que des porteurs de parts de ce compartiment représentant 16.000 actions ont présenté une demande pour la convocation d'une assemblée générale des porteurs des parts pour se prononcer sur un transfert des avoirs de ce compartiment dans une autre entité.

Il avance qu'il échet de fixer définitivement le passif de ce compartiment afin de pouvoir convoquer l'assemblée générale des porteurs de parts en vue de se prononcer sur le transfert de l'actif net.

Le liquidateur demande dès lors, par modification du régime de liquidation, l'institution d'une date limite pour le dépôt des déclarations de créance sous peine de forclusion.

Il propose de fixer la date limite pour le dépôt des déclarations de créance au 31 août 2019.

Quant à la recevabilité

L'article 143 (1) alinéa 3 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (ci-après « la loi modifiée du 17 décembre 2010 ») dispose que le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale « *arrête le mode de liquidation* » et « *peut rendre applicables dans la mesure qu'il détermine les règles régissant la liquidation de la faillite* » ainsi que « *le mode de liquidation peut être modifié par décision ultérieure, soit d'office, soit sur requête du ou des liquidateurs* ».

La requête introduite par le liquidateur est dès lors régulière en la forme sur base de l'article 143 (1) alinéa 3 de la loi modifiée du 17 décembre 2010.

Il ressort des travaux parlementaires de la loi du 25 août 1983 relative aux organismes de placement collectif (dont le libellé de l'article 44 est repris par l'article 143 (1) alinéa 3) que les pouvoirs du tribunal ne se limitent pas à la détermination de simples questions d'ordre procédural et technique. Ainsi, les règles régissant la liquidation d'une société d'investissement, de même que le mode de liquidation peuvent être adaptés aux besoins de la liquidation en question, en fonction des difficultés rencontrées.

Il a été retenu dans un arrêt rendu par la Cour d'appel en date du 2 juillet 1987 que les pouvoirs du tribunal consistent en une mission de surveillance active portant sur l'ensemble des opérations de liquidation et lui permettent de trancher tous les problèmes de forme et de fond devant être résolus dans l'intérêt d'une prompte et équitable liquidation.

La requête est dès lors recevable.

Quant au fond

Le tribunal constate que la procédure de la liquidation WMP I a été ouverte en septembre 2018 et que depuis lors très peu de créanciers se sont manifestés. Il résulte des éléments soumis à l'appréciation du tribunal que des porteurs de parts représentant 45,89 % du compartiment « *WMP I SICAV – Resource Income Fund* » ont présenté une demande pour voir convoquer une assemblée générale des porteurs de parts pour se prononcer sur un transfert des avoirs de ce compartiment dans une autre entité. Il est dans l'intérêt des porteurs de parts de ce compartiment d'arrêter et de fixer définitivement le passif de la liquidation leur permettant de pouvoir se prononcer sur le transfert des avoirs nets de ce compartiment dans une autre entité afin d'éviter que ces avoirs soient bloqués pendant une durée indéterminée par les opérations de liquidation.

Le tribunal retient que compte tenu des explications fournies par le liquidateur, il est justifié dans l'intérêt d'une prompte et équitable liquidation de WMP I, de fixer, sous peine de forclusion, une date limite pour le dépôt des déclarations de créance et de dire que, par dérogation à l'article 508 du Code de commerce, les créanciers ne sont pas autorisés à « *déclarer et affirmer leurs créances jusqu'à la dernière distribution des deniers* », mais que toute déclaration déposée après ladite date limite n'est plus recevable et n'est pas prise en compte pour la détermination de la masse passive, ni pour la distribution d'un dividende.

Le tribunal fixe la date limite pour le dépôt des déclarations de créances dans le cadre de la liquidation WMP I au greffe de la sixième chambre du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, au lundi, 30 septembre 2019 à 17.00 heures.

Le liquidateur devra toutefois faire paraître, dans les meilleurs délais et au plus tard le 30 juillet 2019 au Recueil électronique des sociétés et associations ainsi que dans les journaux repris au dispositif du présent jugement, un avertissement à tous les créanciers qui n'ont pas encore déposé leur déclaration de créance, de faire valoir leurs droits avant le lundi 30 septembre 2019 à 17.00 heures au greffe de la sixième chambre du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, sous peine de ne pas participer au produit de la liquidation et d'être forclos de tous droits dans la liquidation.

A la requête du liquidateur et sur présentation des pièces justificatives appropriées, le juge-commissaire en charge de la liquidation rendra une ordonnance attestant du respect de la formalité de publication dans le délai imparti.

Par ces motifs

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, sur rapport du juge-commissaire et après avoir entendu le liquidateur et Monsieur Claude EISCHEN, substitut, en remplacement de Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg en leurs conclusions,

reçoit la requête ;

la **dit** fondée ;

modifie le mode de liquidation applicable à la liquidation de la société d'investissement à capital variable WMP I SICAV comme suit :

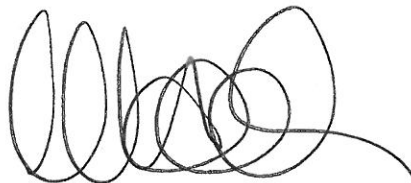
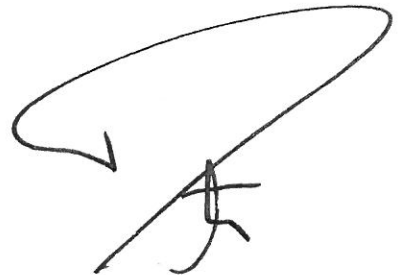
dit que par dérogation à l'article 508 du Code de commerce, les créanciers ne pourront pas déclarer et affirmer leurs créances jusqu'à la dernière distribution des deniers inclusivement ;

fixe pour tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, la date limite pour déposer une déclaration de leur créance au greffe de la sixième chambre du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, Cité Judiciaire, Plateau du St. Esprit, Bâtiment CO, au lundi, 30 septembre 2019 à 17.00 heures, sous peine pour les créanciers qui n'auront pas respecté cette date limite de ne pas participer au produit de la liquidation et d'être forclos de tous droits dans la liquidation;

dit que la publication du présent jugement doit être effectué par extrait dans le Recueil électronique des sociétés et associations, ainsi que dans les journaux Luxemburger Wort et Tageblatt, dans les meilleurs délais et au plus tard le 30 juillet 2019 ;

ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant toutes voies de recours et sans caution ;

met les frais à charge de la masse de la liquidation de la société d'investissement à capital variable WMP I SICAV SA.

A handwritten signature consisting of several overlapping loops and a trailing line.A handwritten signature featuring a large, sweeping loop at the top and a stylized, angular base.